

Maître d'Ouvrage  
DISP de Lyon  
Département des Affaires immobilières  
19 rue Crépet  
69366 – Lyon Cedex 07



Opération  
Sécurisation du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires de Saint Quentin Fallavier  
Adresse  
30 Rue de la Ronta  
38070 Saint-Quentin-Fallavier

Lot n°01  
ELAGAGE - DEBROUSSAILLAGES

Phase  
PRO- PROJET

Document  
CCTP – CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Maître d'œuvre  
DB INGENIERIE  
Quadrant 4 - 485 rue des Valets  
01120 Montluel  
04 74 34 90 18  
[contact@db-ingenierie.fr](mailto:contact@db-ingenierie.fr)

**DB :ngénierie**

Indice	Date	Sommaire des modifications	Rédacteur	Relecteur
O	30/06/2025	Création du document	TDV/DB	DB
A	03/07/2025	Mise à jour	TDV/DB	DB

## TABLE DES MATIERES

0.	GENERALITES .....	2
0.1.	OBJET DU PRESENT DOCUMENT .....	2
0.1.1.	Contexte .....	2
0.2.	PRESENTATION DU SITE.....	2
0.2.1.	Travaux du présent lot .....	3
0.3.	INTERVENANTS.....	3
0.4.	PRIX .....	3
0.4.1.	La constitution du dossier marche .....	3
0.4.2.	La réalisation du dossier de chantier .....	4
0.4.3.	L'installation de chantier .....	4
0.4.4.	La fourniture des échantillons.....	4
0.4.5.	Les essais et contrôles en cours de chantier .....	4
0.4.6.	La réalisation de prototypes .....	5
0.4.7.	La coordination et synthèse .....	5
0.4.8.	Les frais de garantie .....	5
0.4.9.	La prise en compte des prescriptions du CCAP .....	5
0.4.10.	Les relations avec l'organisme de contrôle, le coordinateur sécurité.....	5
0.4.11.	Les essais préalables à la réception .....	5
0.4.12.	La réalisation du dossier des ouvrages exécutés .....	5
0.4.13.	Les essais et contrôles en fin de chantier.....	5
0.4.14.	La formation du personnel .....	5
0.4.15.	Le contrat de maintenance .....	5
0.5.	NORMES, REGLEMENTS ET SPECIFICATIONS.....	6
1.	DESCRIPTION DES OUVRAGES .....	7
1.1.	DÉBROUSSAILLAGE GENERAL .....	7
1.2.	ÉLAGAGE.....	7
1.3.	TRAVAUX ANNEXES .....	7

## 0. GENERALITES

### 0.1. OBJET DU PRESENT DOCUMENT

Ce document a pour objet de définir les matériels et les conditions relatives au lot n°01 – Elagage Débroussaillages prévu dans le cadre de la sécurisation de la base du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires (PREJ) de Saint-Quentin-Fallavier (38).

#### 0.1.1. CONTEXTE

Dans le cadre de sa politique de sécurisation des sites sensibles, le Département des Affaires Immobilières (DAI) de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Lyon a engagé une opération visant à renforcer la protection de la base PREJ de Saint-Quentin-Fallavier.

Cette base, située à proximité immédiate d'une voie publique et du centre pénitentiaire, dispose actuellement d'un parking affecté aux véhicules de service et au personnel. Plusieurs actes de dégradation et d'intrusion y ont été constatés, portant atteinte à la sécurité des moyens opérationnels du service.

L'objectif de l'opération est donc de renforcer l'enclavement et la sécurisation périmétrique de la base PREJ, en mettant en œuvre une clôture renforcée conforme aux prescriptions du programme 8000, complétée par des dispositifs dissuasifs et des accès strictement contrôlés.

### 0.2. PRESENTATION DU SITE

La base du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires de Saint-Quentin-Fallavier a été réceptionné le 22 décembre 2016. Le site se compose de :

- La base PREJ ;
- Un parking personnel PREJ ;
- Un parking véhicules de service ;
- Un bassin de rétention d'eau.



Plan de situation

## 0.2.1. TRAVAUX DU PRESENT LOT

Dans le cadre de la présente opération, le titulaire du lot aura à sa charge les prestations suivantes :

- Le repérage, l'identification et la protection des équipements existants (réseaux, dispositifs de contrôle d'accès, équipements à conserver), en lien avec le maître d'ouvrage et les services techniques concernés.
- Le débroussaillage et élagages des végétaux.
- 

## 0.3. INTERVENANTS

Maîtrise d'Ouvrage :

DISP de Lyon – Département des Affaires immobilières :

19 rue Crépet  
69366 Lyon Cedex 07

Bureau d'études TCE :

DB Ingénierie :

Quadrant 4 – 485 rue des valets  
ZAC des Près Seigneurs  
01120 Montluel

Bureau de contrôle :  
Alpes Contrôles – Agence d'Annecy  
3 bis Impasse des prairies  
74940 Annecy

Coordonnateur SPS :  
PMM (SAS)  
ZI la Rize – 3 avenue Karl Marx  
69120 VAULX EN VELIN

## 0.4. PRIX

L'entrepreneur s'engage, du seul fait de répondre sans observation, à exécuter dans les règles de l'art, une installation complète et en parfait ordre de marche.

Il ne pourra être réclamé de supplément ultérieurement pour tout matériel qui aurait été omis au quantitatif mais prévu au descriptif ou sur les plans ou que la conception imposerait par elle-même, sachant que les prix remis par l'entreprise sont des prix nets, globaux et forfaitaires.

L'entrepreneur fera ses éventuelles observations avant remise de son offre.

Sauf indications contraires dûment précisées "hors fourniture" ou "hors mise en place", tout matériel mentionné dans le CCTP ou le DPGF est sous-entendu fourni, posé, fixé et raccordé y compris toutes sujétions.

Il est vivement conseillé aux soumissionnaires de se rendre sur place avant la remise de leur offre, afin d'apprécier les conditions dans lesquelles seront réalisés les travaux. Aucune plus-value ne pourra être réclamée pour des difficultés de mise en œuvre occasionnées par les installations ou les bâtiments existants.

Les prix s'entendent toutes dépenses incluses et en particulier :

### 0.4.1. LA CONSTITUTION DU DOSSIER MARCHE

Le dossier marché comprendra 3 exemplaires de l'ensemble des pièces techniques et administratives.

Il sera constitué au frais de l'entrepreneur en y intégrant les éventuels avenants modificatifs, additifs et adaptations.

Il sera remis au BET pour contrôle.

## O.4.2. LA REALISATION DU DOSSIER DE CHANTIER

Les entrepreneurs sont consultés sur la base d'un dossier de mise en concurrence en phase PRO.

Ce dossier sera mis à jour et complété par l'entreprise en période de préparation de travaux pour constituer le dossier EXECUTION.

En aucun cas les plans et schémas de ce dossier ne pourront être utilisés tel quel comme documents de chantier, ils devront au préalable être complétés et validés par l'entrepreneur avec apposition de la mention "Dossier CHANTIER".

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre l'ensemble des plans et documents complémentaires nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Ces documents seront impérativement réalisés sous forme de fichiers informatiques au standard DWG pour AUTOCAD version 2013 ou postérieure.

Les plans et schémas devront être soumis à l'accord préalable du maître d'œuvre avant tous travaux d'exécution. Pour ce faire, ils seront transmis par l'entrepreneur en 2 exemplaires dont 1 lui sera retourné avec VISA ou accompagné d'une fiche d'observations

Les documents faisant l'objet d'observations seront corrigés et modifiés par l'entrepreneur et retransmis en 2 exemplaires au Maître d'Œuvre.

## O.4.3. L'INSTALLATION DE CHANTIER

Le chantier se déroulant en site sensible à proximité immédiate du centre pénitentiaire, l'entreprise devra organiser son installation de chantier en stricte conformité avec les prescriptions du coordonnateur SPS (PMM) et du Maître d'Ouvrage.

Aucun bungalow ne sera installé : les compagnons auront accès, sous réserve des horaires autorisés, à la salle de réfectoire et aux sanitaires du PREJ.

Un référent de chantier sera présent en permanence pour assurer la coordination et le respect des contraintes horaires. Le matériel sera entreposé uniquement dans la zone de stockage prévue, balisée par barrières bac acier sur plots béton, fermée par colliers métalliques, avec outillage sous clé et signalisation permanente.

Les accès, livraisons et évacuations seront préalablement validés par le PREJ, la MOA et le CSPS, sur la base d'une fiche méthode. Les déchets seront évacués chaque jour, sans stockage en dehors de la zone autorisée.

Tout le personnel (ouvriers, chefs de chantier, conducteurs) devra être accompagné d'agents pénitentiaires lors de toute intervention en zone en lien direct ou à proximité immédiate du centre pénitentiaire, et parfaitement identifiable (vêtements logotypés, badge nominatif, casque obligatoire). Un panneau de chantier réglementaire sera mis en place à l'entrée du site.

Enfin, l'entreprise s'engage à respecter les horaires du PREJ, à s'adapter aux interruptions liées à la sécurité, et à répondre aux exigences du SPS et de la direction pénitentiaire.

## O.4.4. LA FOURNITURE DES ECHANTILLONS

A l'ouverture du chantier, l'entrepreneur devra remettre un échantillon de chaque produit ou matériel mis en œuvre.

Les appareillages seront regroupés par fonction et présentés sur panneaux supports.

Dans le cas de matériel important, les catalogues, croquis permettant d'en apprécier la technique, la qualité et l'esthétique seront remis en 2 exemplaires.

Dans le cas où les matériels seraient approvisionnés ou installés sans agrément préalable de la maîtrise d'œuvre, tous les frais consécutifs à l'éventuel remplacement de ces matériels seraient supportés par l'entrepreneur, y compris les travaux effectués par les autres corps d'état pour remise en l'état des lieux ou ouvrages.

## O.4.5. LES ESSAIS ET CONTROLES EN COURS DE CHANTIER

Ces essais et contrôles comprennent :

- La vérification et essais fonctionnels des installations au fur et à mesure de leur réalisation
- L'inspection des travaux, lors de contrôles sollicités par le maître d'œuvre, pour vérification de l'exécution conforme des installations

L'entrepreneur devra fournir le personnel qualifié et tous les matériels et équipements nécessaires, y compris les éventuels raccordements provisoires.

## O.4.6. LA REALISATION DE PROTOTYPES

Dans le cas d'intégration délicate ou de contraintes particulières, il pourra être demandé à l'entrepreneur d'établir à ses frais, un prototype ou montage provisoire permettant d'apprécier les différentes contraintes de mise en œuvre.

## O.4.7. LA COORDINATION ET SYNTHESE

L'entrepreneur désignera un responsable d'affaire qui sera l'unique interlocuteur face au Maître d'Ouvrage, au maître d'œuvre et aux autres entrepreneurs, il assurera la participation aux réunions de coordination avec phasage des interventions en collaboration avec le MOE.

## O.4.8. LES FRAIS DE GARANTIE

L'installateur assurera la garantie de bon fonctionnement des matériels propres à son marché. Cette garantie, de deux années, portera sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, contre tous les vices de construction ou de mise en œuvre et sur le bon fonctionnement de l'installation. A cet effet, l'entreprise fera son affaire de l'extension de la garantie de ses fournisseurs.

La responsabilité de l'entrepreneur couvrira dans les mêmes conditions toutes les fournitures qu'il sous-traitera.

L'installateur s'engage à remplacer, repérer ou modifier à ses frais, toutes pièces ou éléments reconnus défectueux durant cette période.

## O.4.9. LA PRISE EN COMPTE DES PRESCRIPTIONS DU CCAP

Dans le cadre de son marché, l'entrepreneur du présent lot devra prévoir dans ses prix unitaires, les travaux et prestations définis au CCAP joint.

## O.4.10. LES RELATIONS AVEC L'ORGANISME DE CONTROLE, LE COORDINATEUR SECURITE

Sans objet.

## O.4.11. LES ESSAIS PREALABLES A LA RECEPTION

Sans objet.

## O.4.12. LA REALISATION DU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Sans objet.

## O.4.13. LES ESSAIS ET CONTROLES EN FIN DE CHANTIER

En fin de chantier, le Maître d'œuvre procédera à une inspection de fin de travaux.

Les travaux devront être complètement achevés, les installations en état de fonctionnement, les essais préalables réalisés et les éventuels réglages, reprises ou mises au point exécutés.

Les résultats de cette inspection seront consignés sur un PV établi par le maître d'œuvre.

Les ouvrages, installations et équipements faisant l'objet de réserves, seront dans les meilleurs délais et suivant le cas achevés, modifiés, remplacés, remis en état par l'entrepreneur. Le maître d'œuvre effectuera une nouvelle inspection pour effectuer la levée des réserves.

Dans le cas où, après les délais impartis, des réserves ne pourraient pas être levées, de nouvelles inspections seront à réaliser sur le site, tous les frais de déplacements supplémentaires du Maître d'œuvre étant intégralement à la charge de l'entrepreneur.

## O.4.14. LA FORMATION DU PERSONNEL

Sans objet.

## O.4.15. LE CONTRAT DE MAINTENANCE

Sans objet.

## 0.5. NORMES, REGLEMENTS ET SPECIFICATIONS

L'ensemble des installations devra être réalisé en conformité avec :

- Les lois, règlements, DTU, normes, prescriptions du CSTB, prescriptions de l'inspection du travail, en vigueur à la date de passation du marché.
- Les règles de l'art.
- Les directives des services techniques du maître d'ouvrage.

## 1. DESCRIPTION DES OUVRAGES

### 1.1. DÉBROUSSAILLAGE GENERAL

Le débroussaillage portera sur :

- 270 mètres linéaires de linéaire de clôture,
- Largeur minimale d'intervention : 2,00 m de part et d'autre de la clôture existante,
- Enlèvement de l'ensemble des végétaux bas, ronciers, arbustes, herbes hautes, etc.

Les abords seront nettoyés, nivelés, et dégagés de tout obstacle végétal, avec évacuation complète des résidus.

Le débroussaillage portera sur environ 270 ml de linéaire de clôture, sur une bande de 2,00 m minimum de largeur de part et d'autre, ou selon configuration du site.

Les prestations comprennent :

- Le fauchage et le broyage de toutes les herbes hautes, ronciers, et végétation basse,
- L'élimination de jeunes repousses, arbrisseaux et plantes invasives,
- L'évacuation complète des déchets verts en décharge agréée ou plateforme de compostage.

Dans certaines zones (clôture Nord/Ouest), des arbustes ou jeunes sujets ligneux s'appuyant ou poussant au droit de la clôture devront être traités par :

- Recépage ou taille sévère jusqu'à une hauteur de 2,50 à 3,00 m max,
- Suppression des branches en contact ou à proximité directe des équipements (caméras, clôture, capteurs...),
- Préservation des souches sauf instruction contraire du MOA.

Cette prestation vise à assurer un dégagement suffisant de l'ouvrage de clôture, sans procéder à un abattage complet ni élagage structurel.

### 1.2. ÉLAGAGE

Sur environ 90 ml, des arbres matures bordent la clôture Sud/Est (côté parking personnel CP). Les prestations attendues sont :

- Élagage en hauteur à 4,00 m min. pour dégager les branches en surplomb ou facilitant une intrusion,
- Taille douce ou suppression des branches gênantes sans compromettre la santé de l'arbre,
- Les branches en surplomb, susceptibles de masquer la clôture ou de faciliter l'escalade, devront être supprimées.
- Évacuation des branches et résidus en décharge ou centre agréé.

L'élagage sera réalisé dans le respect des règles de l'art, sans atteinte aux structures saines des arbres.

### 1.3. TRAVAUX ANNEXES

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre :

- La protection des abords pendant les travaux (clôture, voiries internes, véhicules stationnés),
- Le balisage et signalisation temporaire des zones d'intervention,
- L'enlèvement des déchets verts, branchages, et grumes, y compris transport en décharge agréée.

Le site devra être laissé propre et sécurisé après intervention. Toute dégradation (revêtement, clôture, plantations conservées) fera l'objet de réparations aux frais du titulaire.

Les zones à traiter sont indiquées sur le carnet de plans de principe joint au DCE. Un repérage terrain sera effectué avec la maîtrise d'œuvre en amont des travaux.